

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 3054

[99/29470]

8 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1999 modifiant et complétant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement notamment l'article 9, modifié par la loi du 14 juillet 1975;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 27 décembre 1993 et 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'instruction publique, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 1998;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par les arrêtés royaux des 8 juillet 1976 et 14 novembre 1978, par l'arrêté royal n°71 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 1^{er} août 1984 et 29 août 1985, par l'arrêté de l'Exécutif du 6 novembre 1991, par les arrêtés du Gouvernement des 7 octobre 1993 et 28 septembre 1994, par le décret du 24 juin 1996 et par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 1999;

Vu le protocole du 27 avril 1999 du Comité de Secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 20 avril 1999;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant les statuts des personnels de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition organiques*

Article 1^{er}. A partir du 31 août 1999, dans un le chapitre B « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement primaire » de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, une rubrique « maître de religion islamique », libellée comme suit, est inséré après la rubrique « maître de religion orthodoxe » :

« Maître de religion islamique :

- | | | |
|----|--|-------|
| a) | porteur du diplôme d'instituteur primaire, délivré après un cycle d'au moins deux années d'études de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 206/2 |
| b) | porteur du diplôme d'instituteur primaire autre que celui visé sub a), complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par l'Exécutif des Musulmans de Belgique et complété par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés. La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de services dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire; | 206/2 |

- | | |
|--|---------|
| c) porteur du diplôme d'instituteur primaire autre que celui visé sub a), complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par l'Exécutif des Musulmans de Belgique mais non complété par les douze mois de services dont question sub b); le traitement, fixé dans l'échelle prévue sub b), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition, relative aux douze mois de services, est remplie; | - |
| d) porteur du diplôme de fin d'études secondaires du degré supérieur, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme pédagogique reconnus ou délivrés par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 206/1 |
| e) porteur de tout autre titre. | 206/1 » |

Art. 2. A partir du 31 août 1999, dans le chapitre C « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur » de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, une rubrique « Professeur de religion islamique », libellée comme suit, est insérée après la rubrique « Professeur de religion israélite » :

« Professeur de religion islamique :

- | | |
|---|---------|
| a) porteur du diplôme de licencié en théologie islamique délivré par une université, un institut ou une faculté de théologie islamique complété par un certificat ou un diplôme pédagogique, reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 216 |
| b) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 216 |
| c) porteur du diplôme de candidat délivré après deux années d'études au moins par une université, un centre universitaire, un institut ou une Haute Ecole en Belgique, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 216 |
| d) porteur du diplôme de gradué complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 216 |
| e) porteur du diplôme d'instituteur primaire; | 206/3 |
| f) porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur; | 206/3 |
| g) porteur de tout autre titre. | 206/2 » |

Art. 3. A partir du 31 août 1999, dans le chapitre D « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur » de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, une rubrique « Professeur de religion islamique », libellée comme suit, est insérée après la rubrique « Professeur de religion orthodoxe » :

« Professeur de religion islamique :

- | | |
|---|-------|
| a) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 415 |
| b) porteur du diplôme de licencié en théologie islamique délivré par une université, un institut ou une faculté de théologie islamique complété par un certificat ou un diplôme pédagogique, reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 411 |
| c) porteur du diplôme de licencié obtenu après quatre années d'études au moins dans une université, un centre universitaire, un institut ou une Haute Ecole en Belgique ou à l'étranger, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 411 |
| d) porteur du diplôme de licencié en pédagogie, de licencié en sciences psychologiques et de licencié en sciences d'éducation, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 411 |
| e) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire du degré inférieur. | 245 » |

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 4. A partir du 1^{er} septembre 2005, dans le chapitre B « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement primaire » de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le libellé des lettres *a)*, *b)* et *c)* de la rubrique « maître de religion islamique » est remplacé par le libellé suivant :

- | | |
|---|-----|
| « a) porteur du diplôme d'instituteur primaire, délivré après un cycle d'au moins deux années d'études de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 216 |
| b) porteur du diplôme d'instituteur primaire autre que celui visé sub a), complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par l'Exécutif des Musulmans de Belgique et complété par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés. La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de services dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire; | 216 |
| c) porteur du diplôme d'instituteur primaire autre que celui visé sub a), complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par l'Exécutif des Musulmans de Belgique mais non complété par les douze mois de services dont question sub b); le traitement, fixé sans l'échelle prévue sub b), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition, relative aux douze mois de services, est remplie. » | - |

Art. 5. A partir du 1^{er} septembre 2005, dans le chapitre C « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur » de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le libellé de la lettre *e)* de la rubrique « professeur de religion islamique » est remplacé par le libellé suivant :

- | | |
|--|-------|
| « e) porteur du diplôme d'instituteur primaire | 216 » |
|--|-------|

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires*

Art. 6. Entre le 1^{er} septembre 1999 et le 31 août 2005, les membres du personnel visés au présent arrêté bénéficient d'une augmentation de traitement fixée comme suit :

- a) pour la période du 1^{er} septembre 1999 au 31 août 2000, 10 % de la différence entre l'échelle de traitement qui leur est attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement qui leur sera attribuée en vertu des articles 4 ou 5 du chapitre II du présent arrêté;
- b) pour la période du 1^{er} septembre 2000 au 31 août 2001, 20 % de la différence entre l'échelle de traitement qui leur est attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement qui leur sera attribuée en vertu des articles 4 ou 5 du chapitre II du présent arrêté;
- c) pour la période du 1^{er} septembre 2001 au 31 août 2002, 30 % de la différence entre l'échelle de traitement qui leur est attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement qui leur sera attribuée en vertu des articles 4 ou 5 du chapitre II du présent arrêté;
- d) pour la période du 1^{er} septembre 2002 au 31 août 2003, 47,5 % de la différence entre l'échelle de traitement qui leur est attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement qui leur sera attribuée en vertu des articles 4 ou 5 du chapitre II du présent arrêté;
- e) pour la période du 1^{er} septembre 2003 au 31 août 2004, 65 % de la différence entre l'échelle de traitement qui leur est attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement qui leur sera attribuée en vertu des articles 4 ou 5 du chapitre II du présent arrêté;
- f) pour la période du 1^{er} septembre 2004 au 31 août 2005, 82,5 % de la différence entre l'échelle de traitement qui leur est attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement qui leur sera attribuée en vertu des articles 4 ou 5 du chapitre II du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 août 1999.

Art. 8. La Ministre-Présidente ayant les statuts des personnels de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 3054

[99/29470]

8 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psychomedisch-sociale centra van de Staat

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 9, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1975;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1 gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974, bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij de decreten van 27 december 1993 en 24 juli 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 mei 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling an het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 juli 1976 en 14 november 1978, bij het koninklijk besluit nr. 71 van 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten van 1 augustus 1984 en 29 augustus 1985, bij het besluit van de Executieve van 6 november 1991, bij de besluiten van 7 oktober 1993 en 28 september 1994 van de Regering, bij het decreet van 24 juni 1996 en bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, laatst gewijzigd bij het besluit van 29 maart 1999 van de Regering;

Gelet op het protocol van 27 april 1999 van het Sectorcomité IX en het Comité van de provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 april 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 20 april 1999;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de statuten van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap behoren;

Gelet op de beraadslaging van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Vanaf 31 augustus 1999, wordt er in hoofdstuk B « Het bestuurs- en onderwijzend personeel van het lager onderwijs » van artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, na de rubriek « Leermeester orthodoxe godsdienst » een rubriek « Leermeester islamitische godsdienst » ingevoegd, luidend als volgt :

« Leermeester islamitische godsdienst :

- | | | |
|----|--|-------|
| a) | houder van het diploma van onderwijzer, uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studies in het hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de Executieve van de Mohammedanen van België; | 206/2 |
| b) | houder van het ander diploma van onderwijzer dan dit bedoeld onder a), aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de Executieve van de Mohammedanen van België en vervolledigd met twaalf maanden dienstprestaties in het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ongeacht de leeftijd vanaf welke die diensten werden geleverd. De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969. Die twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit; | 206/2 |
| c) | houder van het ander diploma van onderwijzer dan dit bedoeld onder a), aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de Executieve van de Mohammedanen van België maar niet vervolledigd met de twaalf maanden dienstprestaties waarvan sprake onder b); de wedde bepaald in de onder b) voorziene schaal, wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorwaarde in verband met de twaalf maanden dienst vervuld is; | - |

- | | | |
|----|--|-------|
| d) | houder van het einddiploma secundair onderwijs van de hogere graad, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van islamitische godsdienst en met een pedagogisch diploma, erkend of uitgereikt door de commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België; | 206/1 |
| e) | houder van om het even welke andere titel. | 206/1 |

Art. 2. Vanaf 31 augustus 1999, wordt er in hoofdstuk C « Het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad » van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974, na de rubriek « Leraar israëlitische godsdienst » een rubriek « Leraar islamitische godsdienst » ingevoegd, luidend als volgt :

« Leraar islamitische godsdienst :

- | | | |
|----|---|-------|
| a) | het diploma van licentiaat islamitische godgeleerdheid, uitgereikt door een universiteit, een instituut of een faculteit voor islamitische godgeleerdheid, aangevuld met een getuigschrift of een pedagogisch diploma, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mahommedanen van België; | 216 |
| b) | het diploma van geaggregeerde hoger secundair onderwijs, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mahommedanen van België; | 216 |
| c) | het diploma van kandidaat uitgereikt na ten minste twee jaar studies in een universiteit, een instituut of een Hogeschool in België, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst en met een getuigschrift of een pedagogisch bekwaamheidsdiploma, het ene en het andere erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België; | 216 |
| d) | het diploma van gegradueerde, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst en met een getuigschrift of een pedagogisch bekwaamheidsdiploma, het ene en het andere erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België; | 216 |
| e) | houder van het diploma van onderwijzen; | 206/3 |
| f) | houder van de titel van het hoger secundair niveau; | 206/3 |
| g) | houder van om het even welke andere titel. | 206/2 |

Art. 3. Vanaf 31 augustus 1999, wordt er in hoofdstuk D « Het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de hogere graad » van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974, na de rubriek « Leraar orthodoxe godsdienst » een rubriek « Leraar islamitische godsdienst » ingevoegd, luidend als volgt :

« Leraar islamitische godsdienst :

- | | | |
|----|---|-----|
| a) | houder van het diploma van geaggregeerde hoger secundair onderwijs, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mahommedanen van België; | 415 |
| b) | houder van het diploma van licentiaat islamitische godgeleerdheid, uitgereikt door een universiteit, een instituut of een faculteit voor islamitische godgeleerdheid, aangevuld met een getuigschrift of een pedagogisch diploma, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mahommedanen van België; | 411 |
| c) | houder van het diploma van licentiaat uitgereikt na ten minste vier jaar studies in een universiteit, een universitair centrum, een instituut of een Hogeschool in België of in het buitenland, aangevuld met een getuigschrift of een bewaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst en met een getuigschrift of een pedagogisch bekwaamheidsdiploma, het ene en het andere erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België; | 411 |
| d) | het diploma van licentiaat pedagogie, van licentiaat psychologische wetenschappen en van licentiaat opvoedkundige wetenschappen, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België; | 411 |
| e) | houder van het diploma geaggregeerde van het secundair onderwijs van de lagere graad. | 245 |

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 4. Vanaf 1 september 2005, wordt in hoofdstuk B « Het bestuurs- en onderwijzend personeel van het lager onderwijs van de hogere graad » van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974, de tekst van de leden a), b) en c) van rubriek « Leermeester islamitische godsdienst » vervangen door volgende tekst :

- | | | |
|----|--|-----|
| a) | houder van het diploma van onderwijzer, uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studies in het hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de Executieve van de Mohammedanen van België; | 216 |
| b) | houder van het ander diploma van onderwijzer van dit bedoeld onder a), aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de Executieve van de Mohammedanen van België en vervolledigd met twaalf maanden dienstprestaties in het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ongeacht de leeftijd vanaf welke die diensten werden geleverd. De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969. Die twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit; | 216 |
| c) | houder van het ander diploma van onderwijzer dan dit bedoeld onder a), aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de Executieve van de Mohammedanen van België maar niet vervolledigd met de twaalf maanden dienstprestaties waarvan sprake onder b); de wedde bepaald in de onder b) bedoeld schaal, wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorwaarde in verband met de twaalf maanden dienst vervuld is ». | - |

Art. 5. Vanaf 1 september 2005, wordt in hoofdstuk C « Het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad » van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974, de tekst van lid a) van rubriek « Leraar islamitische godsdienst » vervangen door volgende tekst :

- | | |
|---|-------|
| « e) houder van het diploma van onderwijzer | 216 » |
|---|-------|

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

Art. 6. Tussen 1 september 1999 en 31 augustus 2005 krijgen de bij dit besluit bedoeld personeelsleden een weddeverhoging die als volgt is bepaald :

- | | |
|----|---|
| a) | voor de periode van 1 september 1999 tot 31 augustus 2000, 10 % van het verschil tussen de weddeschaal die hen wordt toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal die hen zal worden toegekend krachtens de artikelen 4 of 5 van hoofdstuk II van dit besluit; |
| b) | voor de periode van 1 september 2000 tot 31 augustus 2001, 20 % van het verschil tussen de weddeschaal die hen wordt toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal die hen zal worden toegekend krachtens de artikelen 4 of 5 van hoofdstuk II van dit besluit; |
| c) | voor de periode van 1 september 2001 tot 31 augustus 2002, 30 % van het verschil tussen de weddeschaal die hen wordt toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal die hen zal worden toegekend krachtens de artikelen 4 of 5 van hoofdstuk II van dit besluit; |
| d) | voor de periode van 1 september 2002 tot 31 augustus 2003, 47,5 % van het verschil tussen de weddeschaal die hen wordt toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal die hen zal worden toegekend krachtens de artikelen 4 of 5 van hoofdstuk II van dit besluit; |
| e) | voor de periode van 1 september 2003 tot 31 augustus 2004, 65 % van het verschil tussen de weddeschaal die hen wordt toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal die hen zal worden toegekend krachtens de artikelen 4 of 5 van hoofdstuk II van dit besluit; |
| f) | voor de periode van 1 september 2004 tot 31 augustus 2005, 82,5 % van het verschil tussen de weddeschaal die hen wordt toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal die hen zal worden toegekend krachtens de artikelen 4 of 5 van hoofdstuk II van dit besluit. |

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 31 augustus 1999.

Art. 8. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de statuten van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX